



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/151 du 7 octobre 2024
imposant des prescriptions complémentaires à la société BERGERAT MONNOYEUR pour son
site sis 250 rue du Tuboeuf – ZAC du Tuboeuf à BRIE-COMTE-ROBERT (77170)**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté n° 23/BC/162 du 26 septembre 2023 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21 mars 2014 autorisant la société BERGERAT MONNOYEUR à exploiter une activité de rénovation d'ensembles mécaniques issus de machines et outils de travail Caterpillar sur le territoire de la commune de BRIE-COMTE-ROBERT ;

VU le porter-à-connaissance de la société BERGERAT MONNOYEUR, transmis le 17 mars 2023, présentant les modifications envisagées sur le site de BRIE-COMTE-ROBERT ;

VU le rapport n° E4/24-1928 du 21 août 2024 et les propositions en date de l'inspection des installations classées sur le porter à connaissance du demandeur ;

VU la lettre préfectorale n° E/24-1929 du 21 août 2024 informant le demandeur du projet d'arrêté préfectoral et lui laissant un délai de 15 jours pour émettre ses observations ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet d'arrêté préfectoral par courrier électronique du 16 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT les modifications envisagées sur le site de BRIE-COMTE-ROBERT par la société BERGERAT MONNOYEUR décrites dans le porter-à-connaissance transmis le 17 mars 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, les modifications envisagées sont notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, Monsieur le préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société BERGERAT MONNOYEUR, dont le siège social est situé 117 rue Charles Michels à SAINT-DENIS (93200) est autorisée à exploiter les installations situées 250 rue du Tuboeuf – ZAC du Tuboeuf sur la commune de BRIE-COMTE-ROBERT (77170) sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de son annexe.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L. 171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- M. le Maire de Brie-Comte-Robert,
- Mme la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- Mme la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 7 octobre 2024

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur empêché,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- la Maire de Brie-Comte-Robert,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21 mars 2014 sont modifiées et remplacées ou supprimées par les dispositions de la présente annexe selon le tableau suivant :

Articles de la présente annexe	Articles modifiés de l'arrêté du 21 mars 2014	Articles supprimés de l'arrêté du 21 mars 2014	Articles ajoutés
1.2.1 (annexe)	1.2.1.		
2.1.1 (annexe)	3.2.2.		
2.1.2 (annexe)	3.2.3.		
2.1.3 (annexe)	3.2.4.		
3.1.1 (annexe)	8.2.1.		
4.1 (annexe)	9.1.1.		

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21 mars 2014 est remplacé par :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée
Rubriques soumises à autorisation ou enregistrement				
2931-1	A	Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de) : 1. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW	2 bancs d'essais de moteurs au gasoil d'une puissance totale de 3 300 kW	3 300 kW
Rubriques soumises à déclaration				
2563-2	DC*	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	13 fontaines fonctionnant avec des produits lessiviels Volume total des produits lessiviels de 3 090 l	3 090 l
Rubriques non classées				
2560	NC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	Atelier d'usinage : la puissance maximum des installations est de 55 kW.	55 kW
2564-1	NC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide	1 mécanolav de 90 l	90 l
2575	NC	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.	2 sableuses d'une puissance totale de 2,1 kW	2,1 kW
2930-1	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier de réparation de moteurs et non de véhicules ou engins à moteur Surface de l'atelier de réparation égale à 980 m²	980 m²
2930-2	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur	Atelier de réparation de moteurs. La quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est inférieure à 10 kg/j. La quantité annuelle de solvants est inférieure à 0,5 t. Les peintures employées sont à l'eau (avec une faible quantité de solvants).	< 10 kg/j

* A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement), NC (non classé).

** En application de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

TITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 2.1 – CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 2.1.1 – CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21 mars 2014 est remplacé par :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Banc d'essais des moteurs n° 2		Gazole Non Routier (GNR)	
2	Cabine de peinture et laboratoire de préparation des peintures			Système de filtration
3	Banc d'essais des moteurs n° 1		Gazole Non Routier (GNR)	

ARTICLE 2.1.2 – CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21 mars 2014 est remplacé par :

«

N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	10 m par rapport à la toiture	0,7	20000	5
2	2,5 m par rapport à la toiture		3000	5
3	10 m par rapport à la toiture	0,9	20000	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). »

ARTICLE 2.1.3 – VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21 mars 2014 est remplacé par :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduit n° 1	Conduit n° 2	Conduit n° 3
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	5 %		5 %
Combustible	Gazole Non Routier (GNR)		Gazole Non Routier (GNR)
Poussières	100		100
SO ₂	300		300
NO _x en équivalent NO ₂	1500		1500
CO	650		650
COVNM	150	50	150

Le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 25 % de la quantité des solvants utilisée.

La consommation annuelle en solvants est inférieure à 1 tonne.

Les peintures mises en œuvre sont à base d'eau (avec une teneur en solvant inférieure à 10%). »

TITRE 3 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 3.1 – MODALITÉS D'EXERCICE

ARTICLE 3.1.1 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

L'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21 mars 2014 est remplacé par :

« L'exploitant fait réaliser, **tous les ans**, sur les points de rejet à l'atmosphère n° 1 et 3 (bancs d'essais moteurs) par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté selon les méthodes normalisées en vigueur. Il indique également la durée annuelle de fonctionnement des bancs d'essai moteurs.

Les résultats de ces contrôles seront transmis et commentés à l'inspection des installations classées dès réception. »

TITRE 4 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

ARTICLE 4.1 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

La onzième ligne du tableau à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21 mars 2014 est remplacée par :

8.2.1	Surveillance des émissions atmosphériques	Annuellement : rejets n° 1 et 3
-------	---	---------------------------------

